

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**SA CALIF**

Société Anonyme au capital de 30 000 000 Euros  
Siège Social : 17 cours Valmy - 92800 Puteaux  
552 034 837 R.C.S : Nanterre.

**Documents sociaux.**

Les documents relatifs à la société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à ses assemblées par le Conseil d'administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés à la Tour Société Générale, 17, Cours Valmy - 92800 PUTEAUX.

**Documents comptables annuels, approuvés par l'AGO du 30 mai 2018.**

Affectation du résultat approuvée par l'AGO du 30 mai 2018 :

<b>Origine :</b>	
Report à nouveau antérieur	1 894 881,76
Résultat de l'exercice – bénéfice	126 815 396,08
Réduction du capital social par apurement	
Partiel du report à nouveau débiteur	
<b>Affectations :</b>	
Report à nouveau	128 710 277,84

**Comptes annuels au 31 décembre 2017.**

**I. — Bilan.**  
(En milliers d'Euros)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 2)	1 380 827	1 628 145
A vue	13 083	15 498
A terme	1 367 744	1 612 647
Opérations avec la clientèle (note 3)	66 533	26 900
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	66 533	26 900
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme (note 4)	123	169
Parts dans les entreprises liées (note 4)	141 041	50 213
Crédit-bail et location avec option d'achat (note 5)	44 404	184 058
Location simple		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles (note 6)	2	2
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 7)	53 156	92 531
Comptes de régularisation (note 7)	1 224	1 392
<b>Total</b>	<b>1 687 310</b>	<b>1 983 410</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Banques centrales, Comptes courants postaux		
Dettes envers les établissements de crédit (note 8)	417 834	593 145
A vue		
A terme	417 834	593 145
Opérations avec la clientèle (note 9)	873 286	1 013 692
Comptes d'épargne à régime spécial		

A vue		
A terme		
Autres dettes	873 286	1 013 692
A vue		
A terme	873 286	1 013 692
Dettes représentées par un titre (note 10)	40 000	
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables	40 000	
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 11)	114 216	80 061
Comptes de régularisation (note 11)	28 606	33 488
Provisions (note 12)	36	29
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres (note 13)	213 332	262 995
Capital	30 000	30 000
Primes d'émission		
Réserves	27 405	26 787
Écart de réévaluation		
Provisions règlementées	27 217	79 945
Subvention d'investissement		
Report à nouveau	1 895	1 181
Résultat de l'exercice	126 815	125 082
Total	1 687 310	1 983 410

**Résultat de l'exercice en centimes** : 126 815 396.08

**Total du bilan en centimes** : 1 687 309 511.86

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	354 206	492 254
Engagements de financement (note 22)	86 106	6 482
Engagements en faveur d'établissement de crédit	16 147	6 002
Engagements en faveur de la clientèle	69 959	480
Engagements de garantie (note 22)	268 100	485 772
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	268 100	485 772
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus	480 521	503 704
Engagements de financement (note 22)	201 403	106 202
Engagements reçus d'établissement de crédit	162 037	66 836
Engagements reçus de la clientèle	39 366	39 366
Engagements de garantie (note 22)	279 118	397 502
Engagements reçus d'établissement de crédit	81 341	142 246
Engagements reçus de la clientèle	197 777	255 256
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		
Autres engagements		
Opérations en devises		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir		

Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner		
Engagements sur instruments financiers à terme (note 23)	64 501	6 754
Autres engagements		
Engagements donnés		
Engagements reçus		
Engagements douteux (note 22)	16 285	

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

**II. — Compte de résultat.**  
(En milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 14)	52 100	62 056
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Ets de crédit	51 589	61 753
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	458	303
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	53	
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 14)	-77 498	-123 421
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Ets de crédit	-12 861	-48 547
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-64 637	-74 874
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	229 471	227 736
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-70 218	-98 491
+ Produits sur opération de location simple		70 928
- Charges sur opérations de location simple		-27 902
+ Revenus des titres à revenu variable (note 14)	4 051	4 400
+ Commissions (produits) (note 15)	5	12
- Commissions (charges) (note 15)	-150	-252
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	625	-117
- Opérations sur titres de transaction		
- Opérations de change	1 148	-117
- Opérations sur instruments financiers	-523	
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés		
- Plus ou moins value		
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	15	885
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	15	885
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-22	-1
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-22	-1
Produit net bancaire	138 379	115 833
- Charges générales d'exploitation (note 17)	-2 861	-3 561
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-2 861	-3 561
Résultat brut d'exploitation	135 518	112 272
- Coût du risque		
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
Autres opérations		

Résultat d'exploitation	135 518	112 272
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 18)	15	-67
- Immobilisations financières	15	-67
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt	135 533	112 205
+ / - Résultat exceptionnel (note 19)	6	24 596
- Impôt sur les bénéfices (note 20)	-60 440	-57 777
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées (note 21)	51 716	46 058
Résultat net de l'exercice	126 815	125 082

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

### III. — Annexe.

#### Note 1. — Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société SA CRED. A L'INDUS. FRANC. CALIF ont été établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
  - indépendance des exercices,
  - et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### Changement de méthode comptable et comparabilités des comptes.

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

#### Changement d'estimation.

Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

— Créances sur les établissements de crédit et la clientèle : Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles. Il n'existe aucune dépréciation au 31/12/2017.

CALIF intervient dans des opérations de crédit-bail structurées via des GIE. Certaines de ces opérations induisent au niveau de CALIF un avantage fiscal qui est, aux termes des contrats, partiellement rétrocédé au crédit preneur. La matérialisation de cette rétrocession se traduit par l'abandon d'une fraction des avances accordées par CALIF aux GIE concernés. Depuis le 31 décembre 2005, ces avances sont classées en encours sains pour leur montant brut et la fraction de l'avantage fiscal rétrocédée au client est comptabilisée en dettes.

— Créances douteuses : Par application du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

— lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),

— lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement,

— s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable. Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique " coût du risque".

— Portefeuille titres :

Les titres sont classés en fonction de :

— Leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable,

— L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.  
La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition.

— Titres de participations, autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées : Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de notre société ou du groupe Société Générale.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes donnent lieu à constitution d'une dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à revenus variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les titres détenus par CALIF sont des titres non cotés.

Immobilisations : Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens.

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

Operations de crédit bail et de location avec option d'achat : La société applique les dispositions de l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 du comité d'urgence du CNC afférant aux contrats de locations au sens d'IAS17.

Les opérations de crédit bail et locations avec option d'achat et assimilées sont des opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les immobilisations louées dans le cadre d'un contrat de crédit bail ou location avec option d'achat sont inscrites à l'actif à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition depuis 2005.

Ces immobilisations sont amorties selon les modalités suivantes :

Crédit bail et Loc. option achat	Mode	Durée
Ensembles immobiliers	linéaire	20 ans
Avions	linéaire	13 ans
Containers citernes	linéaire	8 ans

Linéaire = amortissement selon la durée normale d'utilisation du bien

Financier = amortissement sur la durée du contrat de location

Les biens éligibles au régime de l'amortissement dégressif (matériel de transport + installations) acquis entre le 17 octobre 2001 et le 31 mars 2002 ont bénéficié de la majoration temporaire de 30 % sur la dotation des douze premiers mois.

Les revenus des loyers sont enregistrés sur la durée du bail dans le compte de résultat au poste « produits sur opérations de crédit bail et assimilées » ou au poste « produits sur opérations de location simple » selon la qualification du bien à l'actif du bilan.

Location simple : Sont inscrits dans cette rubrique les biens destinés à la location sans option d'achat.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition

Ces immobilisations sont amorties selon les modalités suivantes :

Location Simple	Mode	Durée
Matériel de transport	linéaire	20 ans

Linéaire = amortissement selon la durée normale d'utilisation du bien

Financier = amortissement sur la durée du contrat de location

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Comme indiqué dans le paragraphe sur les créances, est enregistrée en dettes clientèle la partie de l'avantage fiscal rétrocédé aux clients.

Impôts différés : La société utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux. Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales.

Les variations de l'exercice sont inscrites en compte de résultat dans le poste « impôt sur les bénéfices » et les stocks sont enregistrés au bilan dans le poste « compte de régularisation ».

Provisions : Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement anc. n°2014-07 du 26 novembre 2014.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées correspondent aux amortissements dérogatoires (différentiel entre l'amortissement économique et l'amortissement fiscal). Elles font partie des capitaux propres.

Conformément à la loi 2008-1443 du 30/12/2008, l'amortissement des biens acquis entre le 04/12/2008 et le 31/12/2009 selon le mode dégressif a été calculé avec un coefficient majoré d'un demi-point. La majoration a été appliquée sur 25 trains.

Operations en devises : Conformément aux règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises.

A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

Les actifs en devises sont refinancés dans la même devise pour les opérations de prêts et en partie pour les opérations de crédit bail. Les positions de change sont recensées en annexe.

Operations sur instruments financiers à terme : Les opérations de couverture portant sur des instruments financiers à terme de taux ou de devises sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés en hors bilan.

Les charges et produits relatifs aux IFAT utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément identifié, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Concernant des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts.

Engagements hors bilan : Les engagements hors bilan sont détaillés en annexe.

CALIF a enregistré en 2017 des engagements de garantie en faveur de la clientèle pour un montant de 268 100 milliers d'euros. Ces engagements représentent le risque porté par CALIF sur le client final dans le cadre de financements logés dans des SNC.

Gains et pertes sur actifs immobilisés : Ce poste regroupe les plus ou moins-values de cession et les dotations nettes aux dépréciations des titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Transactions entre les parties liées : Conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, la société SA CRED. A L'INDUS. FRANC. CALIF ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

- les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;
- les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

Faits marquants de l'exercice :

Opérations de crédit-bail. — L'opération de crédit-bail portant sur 23 conteneurs-citernes mise en place en juin 2015 est sortie par anticipation en mai 2017.

Opérations avec la clientèle : En 2017, CALIF a réalisé une nouvelle opération de financement en devises pour un montant de 132,5 MUSD.

Plusieurs dossiers ont fait l'objet de remboursement anticipé.

Opération sur titres : CALIF a pris une participation (20 et 31,6%) dans 3 sociétés de droit espagnol effectuant des opérations de leasing opérationnel.

Autres faits marquants : CALIF a procédé au paiement d'un acompte sur dividendes le 21 décembre 2017 pour un montant de 48,75 millions d'euros suite à la décision du Conseil d'Administration du 11 décembre 2017. CALIF a procédé à une émission des TCN.

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes et prêts	1 365 808	1 611 106
A vue :	13 083	15 498
Comptes ordinaires	13 083	15 498
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :	1 352 725	1 595 608
Prêts et comptes à terme	1 352 725	1 595 608
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées	15 019	17 039
Créances douteuses		
Total brut	1 380 827	1 628 145
Dépréciations		
Total net	1 380 827	1 628 145
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	1 380 827	1 628 145

Note 3. – Operations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	66 344	26 711
Crédits de trésorerie		
Crédits à l'exportation	40 894	

Crédits à l'équipement	25 450	26 711
Crédits à l'habitat		
Autres crédits à la clientèle		
Comptes ordinaires débiteurs		
Opérations d'affacturage		
Créances rattachées	189	189
Créances douteuses		
Total brut	66 533	26 900
Dépréciations		
Total net	66 533	26 900
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	66 533	26 900

## Note 4.

## 1. Participations et autres titres détenus à long terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2017
Titres de participation					
Valeur brute	123				123
Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan	123				123
Autres titres détenus à long terme					
Valeur brute	46		46		
Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan	46		46		
Total net	169		46		123

## 2. Parts dans les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres (1)	31/12/2017
Établissement de crédit	10 136				10 136
Côtés					
Non cotés	10 136				10 136
Autres	40 628	90 920	332		131 216
Côtés					
Non cotés	40 628	90 920	332		131 216
Dépréciations (2)	-551		-240		-311
Total net	50 213	90 920	92		141 041

(1) pas de mouvements

(2) Le mouvement sur dépréciations: reprise de la provision pour les titres détenues à SNC Da Conti (240 k euros), devenu sans objet au cours de l'exercice suite à la cession des titres

## Note 5.

## 1. Opérations de crédit-bail et location simple :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2017	Amortissement provisions et dépréciations cumulés	Valeur nette 31/12/2017
-----------------------	----------------------------	--------------	----------	----------------------	----------------------------	--	----------------------------



						31/12/2017	
Crédit-bail et location avec option d'achat	2 284 284		-85 506	-5 247	2 193 531	-2 149 127	44 404
Terrains loués							
Biens mobiliers loués	2 283 134		-85 506	-4 769	2 192 859	-2 149 127	43 732
Biens immobiliers loués							
Biens immobiliers en cours de construction							
Biens mobiliers temporairement non loués							
Biens immobiliers temporairement non loués							
Autres							
Créances rattachées	1 150			-478	672		672
Créances douteuses							
Location simple							
Terrains							
Biens mobiliers							
Biens immobiliers							
Immobilisation en cours							
Biens mobiliers temporairement non loués							
Biens immobiliers temporairement non loués							
Autres							
Créances rattachées							
Créances douteuses							
Total	2 284 284		-85 506	-5 247	2 193 531	-2 149 127	44 404

## 2 - Ventilation de l'encours financier :

(En milliers d'Euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2017
Encours financier	188 441	599 287	115 125	902 853

## 3. Amortissement des opérations de crédit-bail et location simple :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
Crédit-bail et location avec option d'achat	-2 100 226	-69 946	20 147	898	-2 149 127
Terrains loués					
Biens mobiliers loués	-2 100 226	-69 946	20 147	898	-2 149 127
Biens immobiliers loués					
Biens mobiliers temporairement non loués					
Biens immobiliers temporairement non loués					
Autres					
Location simple					
Terrains					
Biens mobiliers					
Biens immobiliers					
Biens mobiliers temporairement non loués					
Biens immobiliers temporairement non loués					
Autres					
Total	-2 100 226	-69 946	20 147	898	-2 149 127

## 4. Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel ou financier	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire
Crédit-bail et location avec option d'achat	-69 946		-776	52 498
Location simple				
Total	-69 946		-776	52 498

5 - Réserve latente :

(En milliers d'Euros)	Valeur nette 31/12/2017	Encours financiers	Retraitements	Stock au 31/12/2017	Stock au 31/12/2016	Variation 2017
Crédit-bail et location avec option d'achat	44 404	902 853	21 528	879 977	1 037 519	-157 542
Location simple						
Réserve brute				879 977	1 037 519	-157 542
IS différé sur réserve latente				261 066	357 217	-96 151
Total	44 404	902 853	21 528	618 911	680 302	-61 391

Note 6.

1. Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2017	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2017	Valeur nette 31/12/2017
Immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles	7				7	-5	2
Terrains	2				2		2
Constructions	5				5	-5	
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres							
Total	7				7	-5	2

2. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	-5				-5
Terrains					
Constructions	-5				-5
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres					
Total	-5				-5

3 - Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 2017
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Total					

Note 7. – Autres actifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
-----------------------	------------	------------

Autres actifs :		
Sous-total	53 156	92 531
Acompte sur dividendes	48 750	90 000
Instruments conditionnels sur actions - opérations de couverture	4 113	
Débiteurs divers	45	892
Dépôt garantie versé	164	1 567
TVA	84	72
Comptes de régularisation :		
Sous-total	1 224	1 392
Charges comptabilisées d'avance	1 050	1 391
Commission avance Crédit Bail	1 007	1 270
CCA Commission participation		
CCA Commission sous participation	29	111
CCA divers	14	10
Produits à recevoir	39	1
Créances sur les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle	39	
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Opérations de location simple		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Autres actifs		1
Comptes de régularisation		
Impôts différés (*)	135	
Autres comptes de régularisation		
Total brut	54 380	93 923
Dépréciations		
Total net	54 380	93 923

(\*) Les impôts différés sont détaillés dans la note 20

## Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue :		
Dépôts et comptes ordinaires		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	417 581	592 441
Emprunts et comptes à terme	417 581	592 441
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées	253	704
Titres donnés en pension		
Total	417 834	593 145

## Note 9. – Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'épargne à régime spécial :		
A vue		
A terme		
Autres dettes envers la clientèle à vue :		

Sociétés et entrepreneurs individuels		
Particuliers		
Clientèle financière		
Autres		
Autres dettes envers la clientèle à terme :	873 142	1 013 508
Sociétés et entrepreneurs individuels	873 142	1 013 508
Particuliers		
Clientèle financière		
Autres		
Dettes rattachées	144	184
Total dettes envers la clientèle	873 286	1 013 692
Valeurs données en pension à la clientèle		
Titres donnés en pension à la clientèle		
Total	873 286	1 013 692

Note 10. – Dettes représentées par un titre.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	40 000	
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Sous-total	40 000	
Dettes rattachées		
Total	40 000	

Note 11. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Autres passifs	114 217	80 061
Compte courant SG impôt groupe	64 379	62 061
Versement restant à effectuer sur titres	48 269	16 517
Créditeurs divers	524	
TVA		20
Factures non parvenues	598	522
Charges à payer diverses		
Fournisseurs	9	26
État - charges à payer	438	915
Comptes de régularisation	28 605	33 488
Charges à payer	297	401
Dettes envers les établissements de crédit	18	20
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		2
Autres passif		6
Comptes de régularisation	279	373
Dettes subordonnées		
Impôts différés (*)	22 542	26 368
Produits constatés d'avance	5 766	6 719
Clientèle		
Crédit bail	5 538	6 239
Location simple		
Commission de participation	228	480

Autres comptes de régularisation		
Total	142 822	113 549
(*) Les impôts différés sont détaillés dans la note n° 20		

## Note 12. – Provisions et dépréciations.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2017
Provisions	29	33	-21	-5		36
Provisions	29	33	-21	-5		36
Engagement hors-bilan avec les établissements de crédit						
Engagement hors-bilan avec la clientèle						
Provisions sectorielles et autres						
Provisions pour risques et charges	29	33	-21	-5		36
Provisions règlementées						
Amortissements dérogatoires sur le crédit bail						
Amortissements dérogatoires sur la location simple						
Autres						

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2017
Dépréciations						
Dépréciations d'actifs						
Opérations avec les établissements de crédit						
Opérations avec la clientèle						
Opérations de crédit-bail et location simple						
Opérations sur autres actifs						
Dépréciation de titres						

Total des dotations : 33

Total des reprises : (26)

## Note 13.

## 1. Évolution des capitaux propres :

Affectation du résultat de l'exercice précédent		31/12/2017
Origine :		126 263
Report à nouveau antérieur		1 181
Résultat de la période		125 082
Prélèvement sur les réserves		
Autres mouvements		
Affectation (1) :		126 263
Réserve légale		618
Autres réserves		
Dividendes		123 750
Autres répartition		
Report à nouveau		1 895
(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2016 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 30 mai 2017		

## 2. Capital social : Le capital social est composé de 1 875 000 actions de 16 € de nominal, entièrement libérées.

## 3. Ventilation des réserves :

(En milliers d'Euros)	Montant
Réserve légale	3 000
Réserves statutaires	
Autres réserves	24 405
Total	27 405

## 4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Montant
Résultat disponible	128 710
Report à nouveau antérieur	1 895
Résultat de la période	126 815
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	128 710
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	127 500
Autres répartition	
Report à nouveau	1 210

## 5 - Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Capital	30 000			30 000
Primes d'émission				
Réserves	26 787	618		27 405
Écart de réévaluation				
Provisions règlementées	79 945		52 728	27 217
Subvention d'investissement				
Report à nouveau	1 181	714		1 895
Résultat de l'exercice	125 082	126 815	125 082	126 815
Distribution				
Total	262 995	128 147	177 810	213 332

Note 14.

## 1. Produits et charges d'intérêts.

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Sur opérations avec les établissements de crédit :	12 861	51 589	38 728	13 206
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	12 861	51 589	38 728	13 206
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur opérations avec la clientèle :	64 637	458	-64 179	-74 571
Créances commerciales	64 637	458	-64 179	-74 571
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		53	53	
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés				
Total	77 498	52 100	-25 398	-61 365

## 2 - Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme	3 200	4 400
Part dans les entreprises liées		
Autres(*)	851	
Total	4 051	4 400
(*) boni de fusion TUP		

## Note 15. — Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Opérations avec les établissements de crédit	150	5	-145	-240
Opérations avec la clientèle				
Opérations sur titres				
Opérations de crédit bail et assimilées				
Opérations de location simple				
Opérations de change et sur instruments financiers				
Engagement de financement et de garantie				
Prestations de services et autres				
Total	150	5	-145	-240

## Note 16. — Résultat net sur opérations financières.

(En milliers d'Euros)	Net 2017	Net fin 2016
Résultat net sur portefeuille de négociation :	625	-117
Résultat net des opérations sur titres de transaction		
Résultat net des opérations de change	1 148	-117
Résultat sur instruments financiers à terme	-523	
Résultat net sur titres de placement :		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Dotation aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Total	625	-117

## Note 17.

## 1. Charges générales d'exploitation

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs	-2 861	-3 561
Impôts et taxes	-2 310	-2 076
Services extérieurs	-551	-1 485
Autres		
Total	-2 861	-3 561

## 2. Effectif moyen :

	France	Etranger	2017	2016

Cadres				
Non cadres				
Total				

3. Rémunération des dirigeants. — Aucune rémunération n'a été allouée à l'organe de direction.

Note 18. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Immobilisations corporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Immobilisations incorporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Titres de participation, parts dans les ent. Liées et autres titres LT	15	-67
Plus-values de cession	15	
Moins-values de cession	-240	-308
Dotations aux dépréciations ou provisions		-31
Reprises de dépréciations ou provisions	240	272
Total	15	-67

Note 19. – Résultat exceptionnel.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Charges exceptionnelles		
Produits exceptionnels	6	24 596
Produit exceptionnelles relatifs aux Security deposits		24 487
Produit exceptionnelles - abandon créances		109
Produit exceptionnelles - autres	6	
Total net	6	24 596

Note 20.

1. Impôts sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Charge fiscale courante	64 400	61 236
Charge fiscale différée	-3 960	-3 459
Total	60 440	57 777

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Ventilation résultats	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1 - Taxé au taux normal	141 408		47 136		47 136	94 272
2 - Taxé au taux réduit ou non taxable	-5 866					-5 866
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	135 542		47 136		47 136	88 406
3 - Taxé au taux normal						
4 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (I + II)	135 542		47 136		47 136	88 406
5 - Taxé au taux normal						
6 - Taxé au taux réduit ou non taxable	-15					-15
IV. +/- gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)	-15					-15
V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	135 527		47 136		47 136	88 391



VI. Résultat exceptionnel	6	2	2	4
Dotation nettes aux provisions réglementées	51 722	17 241	17 241	34 481
Impôt courant		64 379	64 379	
Impôt diffère		-3 960	-3 960	3 960
Crédit d'impôt comptabilisé				
Contributions				
AUTRES (à préciser)		21	21	-21
Résultat net	187 255	60 440	60 440	126 815
(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance				

## 3. Situation fiscale différée :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux	Actif 2017	Passif 2017	Stock au 31/12/2017	Stock au 31/12/2016
Détail des différences temporaires						
Allègement futur d'impôt						
Operations sur titres: autres	524	25,83%	135			
Accroissement futur d'impôt						
Résultats sociétés transparentes fiscalement (GIE)	9 622	33,33%		3 207		
	31 909	32,02%		10 217		
	8 673	28,92%		2 508		
	9 305	27,37%		2 547		
	15 729	25,83%		4 063		
Total			135	22 542	-22 407	-26 367

Note 21. – Dotation nette de FRBG et provisions réglementées.

(En milliers d'Euros)	Dotations	Reprises	2017	2016
Provisions des fonds pour risques bancaires généraux				
Provisions règlementées	809	52 525	-51 716	-46 058
Amortissements dérogatoires	776	52 498	-51 722	-45 935
Provision redressement fiscal		27	-27	
Provisions CVAE filiales				-123
Autres provisions	33		33	
Total	809	52 525	-51 716	-46 058

Note 22.

Operations non inscrites au bilan :

Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan.

## 1. Engagements hors-bilan comptabilisés :

## 1.1. Hors-bilan - engagements reçus et donnés :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		86 106
En faveur d'établissements de crédit	Partie non utilisée des prêts consentis à la Société Générale	16 147
En faveur de la clientèle	Partie non utilisée des prêts consentis aux GIE et SNC et autres clients	69 959
Engagements de garantie :		268 100
D'ordre d'établissements de crédit	Engagement porté sur les clients des SNC dans le cadre de financements octroyés par la Société Générale	268 100
D'ordre de la clientèle		
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		201 403
D'établissements de crédit	Partie non utilisée des refinancements consentis par les	162 037

De la clientèle	EC	
Engagements de garantie :	Partie non utilisée des refinancements auprès des SNC	39 366
D'établissements de crédit		279 118
De la clientèle	Garantie reçue de la SG sur opérations de prêts	81 341
	Garantie reçue de la clientèle sur opérations de prêts	197 777

## 1.2. Hors-bilan - engagements sur titres :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Titres à livrer		
Titres à recevoir		

## 1.3. Hors-bilan - engagements douteux :

Engagements douteux	16 285
---------------------	--------

## 1.4 - Hors-bilan - autres engagements.

## Note 23.

## 1. Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	Juste valeur	31/12/2017	31/12/2016
Opérations fermes		1 212	13	1 212	6 754
Opérations sur marchés organisés et assimilés :					
Contrats à terme de taux d'intérêt					
Contrats à terme de change					
Autres contrats à terme					
Opérations sur marchés de gré à gré		1 212	13	1 212	6 754
Swaps de taux d'intérêt		1 212	13	1 212	6 754
Swaps financiers de devises					
FRA					
Autres					
Opérations conditionnelles		63 289		63 289	
Options de taux d'intérêt					
Option de change					
Option sur actions et indices		63 289		63 289	
Autres options					
Total		64 501	13	64 501	6 754

## 2. Ventilation des instruments financiers selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Swaps de taux d'intérêt	1 212			1 212
Option sur actions et indices			63 289	63 289
Total	1 212		63 289	64 501

## Note 24. – Emplois et ressources ventiles selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2017				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois					
Créances sur les établissements de crédit	39 409	152 629	729 377	459 412	1 380 827
Opérations avec la clientèle		4 727	37 055	24 751	66 533
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources					
Dettes envers les établissements de crédit	2 268	36 072	281 651	97 843	417 834
Opérations avec la clientèle		199 731	561 334	112 221	873 286
Dettes représentées par un titre		40 000			40 000

## Note 25. – Identité de la société consolidant.

Les comptes annuels de la SA CALIF sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :  
SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

## Note 26. – Intégration fiscale.

La Société CALIF est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/1991

Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :

— Bénéfice à court terme de 193 136 246 €

— Bénéfice à long terme de 239 556 €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 64 378 561 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

## Note 27. – Informations concernant les entreprises liées.

Le présent état concerne les entreprises liées, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (sociétés détenues entre 10 et 50 %).

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Part entreprises liées
<b>Postes de l'actif</b>		
Créances sur les établissements de crédit	1 380 827	1 380 827
Opérations avec la clientèle	66 533	25 626
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	123	123
Parts dans les entreprises liées	141 041	141 041
Crédit-bail et location avec option d'achat	44 404	
Location simple		
Immobilisations	2	
Charges constatées d'avance	1 050	1 036
Autres actifs et comptes de régularisation	53 330	48 750
<b>Postes du passif</b>		
Dettes envers les établissements de crédit	417 834	417 834
Opérations avec la clientèle	873 286	
Dettes représentées par un titre	40 000	40 000
Produits constatés d'avance	5 766	228
Autres passifs et comptes de régularisation	137 056	48 793
Provisions et subventions d'investissement	27 253	
Dettes subordonnées		
<b>Postes du hors bilan</b>		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	16 147	16 147
Engagements en faveur de la clientèle	69 959	372
Engagements reçus d'établissement de crédit	162 037	162 037
Engagements reçus de la clientèle	39 366	39 366
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	268 100	
Engagements reçus d'établissement de crédit	81 341	81 341
Engagements reçus de la clientèle	197 777	
Engagements sur titres		
Opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme	62 077	63 288
Autres engagements		
Engagements douteux	16 284	
<b>Postes du compte de résultat</b>		
Intérêts et produits assimilés	52 100	51 502
Revenus des titres à revenu variable	4 051	4 051
Produits de commissions	5	5
Intérêts et charges assimilées	77 498	12 130

Charges de commissions	150	150
Autres (à détailler si significatif)		

Note 28. – Tableau des filiales et participations.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				
	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
Sociétés / siège social					
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de CALIF :					
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par CALIF)				87 414	87 414
SA SOCGEN INVERSIONES FINANCIERAS	7 480	6 713	100	10 137	10 137
CALLE SOMERA 7-9 E 28023 MADRID					
COMINO (EX SOCAD 99)	9 570	-5 515	99	9 474	9 474
17 COURS VALMY - 92800 PUTEAUX					
FILFLA (EX SOCAD 100)	9 912	-5 709	99	9 813	9 813
17 COURS VALMY- 92800 PUTEAUX					
GOZO (EX SOCAD 101)	10 032	-6 219	99	9 932	9 932
17 COURS VALMY- 92800 PUTEAUX					
MANOEL (EX SOCAD 102)	10 254	-6 144	99	10 152	10 152
17 COURS VALMY- 92800 PUTEAUX					
MSM2	38 289	-5 930	99	37 906	37 906
17 COURS VALMY- 92800 PUTEAUX					
B) PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU PAR CALIF)				53 005	53 005
FERROMOVIL 3000, SL	31 806	-7 789	20	23 444	23 444
PASEO DE LA CASTELLANA 189, MADRID					
FERROMOVIL 9000, SL	20 773	-2 416	20	15 315	15 315
PASEO DE LA CASTELLANA 189, MADRID					
PLAN AZUL	5	25 172	32	14 246	14 246
PASEO DE LA CASTELLANA 110, MADRID					
II. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations :					
A) Filiales non reprises au paragraphe I :				23	23
1°/ Filiales françaises				23	23
2°/ Filiales étrangères					
B) Participations non reprises au paragraphe I :				1 033	722
1°/ Filiales françaises				1 033	722
2°/ Filiales étrangères					

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	Montant des prêts et avances consentis et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés	Chiffres d'affaires HT du dernier exercice clos	Résultats (bénéfices ou pertes) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations / Date du dernier exercice clos
Sociétés / siège social						
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de CALIF :						
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par CALIF)						
SA SOCGEN INVERSIONES				2 085	3 200	ras

FINANCIERAS CALLE SOMERA 7-9 E 28023 MADRID					
COMINO (EX SOCAD 99) 17 COURS VALMY - 92800 PUTEAUX			3 022	-1 671	ras
FILFLA (EX SOCAD 100) 17 COURS VALMY- 92800 PUTEAUX			3 039	-2 171	ras
GOZO (EX SOCAD 101) 17 COURS VALMY- 92800 PUTEAUX			3 078	-3 238	ras
MANOEL (EX SOCAD 102) 17 COURS VALMY- 92800 PUTEAUX			3 082	-3 910	ras
MSM2 17 COURS VALMY- 92800 PUTEAUX			5	-5 930	ras
B) PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU PAR CALIF)					
FERROMOVIL 3000, SL PASEO DE LA CASTELLANA 189, MADRID			65 728	-862	ras
FERROMOVIL 3000, SL PASEO DE LA CASTELLANA 189, MADRID			44 690	-672	ras
PLAN AZUL PASEO DE LA CASTELLANA 110, MADRID			49 520	4 783	ras
II. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations :					
A) Filiales non reprises au paragraphe I :					
1°/ Filiales françaises					
2°/ Filiales étrangères					
B) Participations non reprises au paragraphe I :					
1°/ Filiales françaises					
2°/ Filiales étrangères					

Note 29.

3 - liste des filiales et participations :

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% détenu directement
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par CALIF) La liste des filiales figure en note suivante			
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par CALIF) SNC Céline 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-93 859	5 633	33
C) Autres titres détenus (Moins de 10 % du capital détenu par CALIF)			
D) Certificats d'association			

## 3. Liste des filiales et participations :

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par CALIF)			
ALI FINANCE (ex SOCAD 57) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-6 642	-79	99
ALI FINANCE 2 (ex SOCAD 84) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-9 289	-263	99
ALICE (ex SOCADCINQ) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	12	62 538	99
ARTHUR (ex SOCAD 29) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-23 635	3 771	99
Audrey finance 32901 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-9 537	77	99
CARLA (ex SOCAD 097) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-37 306	-2 927	99
CAMILLA (ex SOCAD 30) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-24 775	3 767	99
Comino (ex SOCAD 99) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	4 055	-1 671	99
ELIAS (ex SILK 3) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-98 834	4 120	99
EXPLORER 516 (ex SOCIETE 74) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
EXPLORER 517 (ex SOCIETE 81) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	1		99
FILFLA (ex SOCAD 100) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	4 203	-2 171	99
GOZO (ex SOCAD 101) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	3 813	-3 238	99
MANOEL (ex SOCAD 102) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	4 110	-3 910	99
MSM2 (ex SOCIETE 73) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	32 358	-5 930	99
SOCGEN inversiones financieras CALLE SOMERA 7-9 e 28023 Madrid	14 193	2 085	100
SUSANNAH (ex SOCADUNE) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-24 996	3 517	99
THOMAS (ex SOCAD 095) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-24 443	-55	99
VALERIA (ex SOCAD 098) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-34 822	-3 030	99
VALERIE FINANCE 1 (ex SOCAD 80) - MSN 35667 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-25 755	528	99
VALERIE FINANCE 3 (ex SOCAD 82) - MSN 35669 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-22 851	205	99
VALENTINE FINANCE 8 (ex SOCAD 83) - MSN 866 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-7 668	-209	99
2008 PANDA FINANCE 3 (ex SOCAD 85) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-9 002	-127	99
2008 PANDA FINANCE 9 (ex SOCIETE 23) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	-9 197	-280	99

2008 PANDA FINANCE 10 (ex SOCIETE 24)	-8 912	-215	99
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 75	1		99
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 76	1		99
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 77	1		99
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 79	1		99
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 80	1		99
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 82	1		99
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 83	1		99
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
C) Autres titres détenus (Moins de 10 % du capital détenu par CALIF)			
ABRA (ex SOCAD 32)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
APOLLINE (ex SOCAD 113)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
AUDREY (ex SOCIETE 13)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
AVERELL (ex SOCAD 108)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
BAKERMAAT (ex SOCIETE 62)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
BARFIN 2	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
BEYDA (ex SOCIETE 54)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
BLANCHE (ex SOCAD 89)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
BRUNE (ex SOCAD 90)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
CHARLOTTE (ex SOCAD21)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
CORENTIN	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
CORPAFIM	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
COTRANSMINE 2015	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
DHOW (ex SOCAD 31)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
DORA (ex SOCADEUX)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
ELISA (ex SOCAD 114)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			



ELKE BAIL (ex SOCAD3) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
ELLEN FINANCE 2010 (ex SOCIETE 35) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
ELOI (ex SOCAD 111) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
EMMA BAIL (ex SOCAD4) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
EVN LEASE (ex SOCAD 34) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FEEDER 3 (ex SOCADIX) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FEEDER 4 (ex SOCAD 15) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FLOWER 1 MSN 36155 (ex SOCAD 73) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FLOWER 2 (ex SOCIETE 29) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FLOWER 3 (ex SOCIETE 30) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FLYING FINANCE 1 (ex SOCAD 75) - MSN 3427 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FLYING FINANCE 2 (ex SOCAD 76) - MSN 3448 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FLYING FINANCE 3 - MSN 3477 (ex SOCAD 77) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FLYING FINANCE 4 - MSN 3486 (ex SOCAD 78) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
FLYING FINANCE 5 - MSN 3489 (ex SOCAD 79) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FLYING FINANCE 6 (ex SOCAD 86) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
FRANCOIS (ex SOCIETE 20) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
GRUBAIL (ex FIRIG) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
GUSTAV LEASE (ex SOCAD 23) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
HELOISE FINANCE 1 - MSN 37865 (ex SOCIETE 42) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
HELOISE FINANCE 2 - MSN 37945 (ex SOCIETE 43) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
HELOISE FINANCE 3 - MSN 37866 (ex SOCIETE 44) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
HELOISE FINANCE 4 - MSN 37867 (ex SOCIETE 45) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
HELOISE FINANCE 5 - MSN 37868 (ex SOCIETE 46) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
INGRID FINANCE 2010 (ex MARIUS FINANCE)	N/A	N/A	1

17 cours Valmy- 92800 Puteaux JACK (ex SOCAD 107)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux JEANNE (ex SOCAD 28)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux JOE (ex SOCAD 105)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux JULIETTE (ex SOCAD 22)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux KADIR 3 (ex SOCIETE 51)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux KIMJU (ex ESTASOC)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux KONIAMBO power	N/A	N/A	2
17 cours Valmy- 92800 Puteaux LOUIS (ex SOCAD 109)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux MADLICE FINANCE 1 (ex SOCIETE 52)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux MADLICE FINANCE 2 (ex SOCIETE 53)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux MARIE (ex SOCAD 27)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux MEGA EXPRESS (ex SOCIETE 63)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux MERCATOR (ex SOCIETE 60)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux MULTIGAS S1015 (ex SNC MEIYUN, ex SOCIETE 56)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux MULTIGAS S1016 (ex SNC JUNHOI, ex SOCIETE 57)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux NAMORIK (ex SOCIETE 17)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux NIRIX	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux PYTHEAS 2094 (ex SOCIETE 61)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux QUENTIN (ex SOCAD 25)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
RAMES BREST BAIL (ex SOCAD 092)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux RAMES CENTRE BAIL 3 (ex SOCAD 119)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux Rames champagne Ardenne bail	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux RAMES DIJON BAIL (ex RAMES TOURS BAIL, RAMES ALSACE BAIL 1)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux RAMES GRENOBLE BAIL (ex RAMES RHONE ALPES BAIL)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			

RAMES POITOU BAIL 2 (ex SOCAD 96) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
RAMES POITOU CHARENTES BAIL (ex RAMES TOULOUSE BAIL) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
RAPIDS (ex SOCADONZE) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
RONGERIK (ex SOCIETE 18) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
SALCEDO (ex SOCIETE 58) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
SEVERINE FINANCE 1 (ex SOCAD 64) - MSN 35372 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
SEVERINE FINANCE 2 (ex SOCAD 70) - MSN 35371 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
SEVERINE FINANCE 3 (ex SOCAD 71) - MSN 35378 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
SEVERINE FINANCE 4 (ex SOCAD 72) - MSN 35384 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
SOGETRAM (ex SOCAD 118) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
TIMBENNICO Finance 2011 (ex SOCIETE 36) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
TIRIX 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
UTIRIK (ex SOCIETE 19) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
VALENTINE FINANCE 1 (ex SOCAD 69) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
VALENTINE FINANCE 2 (ex SOCAD 58) - MSN 3186 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
VALENTINE FINANCE 3 (ex SOCAD 59) - MSN 3197 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
VALENTINE FINANCE 4 (ex SOCAD 60) - MSN 3233 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
VALENTINE FINANCE 5 (ex SOCAD 61) - MSN 3247 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
VALENTINE FINANCE 6 (ex SOCAD 62) - MSN 3262 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
VALENTINE FINANCE 7 (ex SOCAD 63) - MSN 36269 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
VALHALLA (ex SOCIETE 59) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
WIKI (ex SOCAD 117) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
WILLIAM (ex SOCAD 106) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1
WOLFGANG LEASE (ex SOCAD 24) 17 cours Valmy- 92800 Puteaux	N/A	N/A	1

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
2007 PANDA FINANCE 1 (ex SOCAD 74)	N/A	N/A	1

17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
2009 KOALA FINANCE - MSN 3806 (ex SOCIETE 27)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
2009 KOALA FINANCE - MSN 3973 (ex SOCIETE 31)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
2009 KOALA FINANCE - MSN 36744 (ex SOCIETE 33)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
2009 KOALA FINANCE - MSN 3766 (ex FLYING FINANCE 7 ex SOCIETE 26)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
2009 KOALA FINANCE - MSN 36743 (ex SOCIETE 28)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
2009 KOALA FINANCE - MSN 3940 (ex SOCIETE 32)	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 55	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 71	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 84	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 85	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 86	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 87	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
Société 88	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
SA SOGEBAIL	N/A	N/A	1
17 cours Valmy- 92800 Puteaux			
BPI France financement (ex OSEO)	N/A	N/A	
27-31 avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons - Alfort			

Note 30. – Liste des sociétés transparentes dont la société est indéfiniment responsable.

(En milliers d'Euros)	Capital (En milliers d'EUR)	Capital (en actions)	Capitaux propres (hors capital)	% droits de détention	% droits à résultat	Valeur Comptable Nette
SOCIÉTÉS						
GIE						
33866 LEASE			-12 396	99,90%	99,90%	
33867 LEASE			-12 489	99,90%	99,90%	
32476 LEASE			-12 489	99,90%	99,90%	
32477 LEASE			-11 993	99,90%	99,90%	
SNC						
CELINE 32849	0,1	10 000	-93 859	33,34%	33,34%	

Note 31. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Les honoraires HT des lettres de mission de nos commissaires aux comptes, au titre de l'exercice 2017, s'élève à :

DELOITTE et ASSOCIES	28 980,00 €
ERNST et YOUNG	28 980,00 €

## Note 32. – Ventilation des produits bancaires.

(En milliers d'Euros)	Produits France	Produits export	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	52 100		52 100	62 056
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées		229 471	229 471	227 736
Produits sur opérations de location simple				70 928
Revenus des titres à revenu variable	851	3 200	4 051	4 400
Produits de commissions	5		5	12
Gains de change	-91	1 239	1 148	-117
Autres produits d'exploitation bancaire	15		15	885
Total	52 880	233 910	286 790	365 900

## Note 33. – Tableau des hypothèques.

(En milliers d'Euros)	Valeur du bien à l'actif		Dettes garanties	
Engagements donnés				
Hypothèque aérienne de 1er rang	902 853	16 514		851 329

## IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

A l'Assemblée Générale de la Société Anonyme de Crédit à l'Industrie Française - CALIF,

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Anonyme de Crédit à l'Industrie Française - CALIF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

## 2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## — Indépendance :

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## — Évaluation du risque de contrepartie - Activité de crédit-bail :

Risque identifié	Notre réponse
L'activité de crédit-bail avec la clientèle est porteuse d'un risque de contrepartie qui expose CALIF à une perte potentielle si son client ou sa contrepartie s'avère incapable de faire face à ses engagements financiers.	Afin de couvrir le risque identifié, nous avons mis en œuvre l'approche suivante :
Par ailleurs, CALIF a enregistré en 2017 des engagements de garantie en faveur de la clientèle pour un montant de milliers d'euros 268.100. Ces engagements représentent le risque de contrepartie porté par CALIF sur le client final dans le cadre de financements logés dans des S.N.C.	Nos travaux sont principalement fondés sur les conclusions de ceux réalisés par les auditeurs de la maison mère du groupe, qui :
Les encours douteux sont des encours porteurs d'un risque de crédit avéré. Les encours douteux peuvent donner lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable. Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif, au passif du bilan et au hors bilan.	— prennent connaissance du processus d'évaluation du risque de contrepartie conduit de manière centralisée par Société Générale et testent les contrôles clés associés.
Le montant des créances de crédit-bail de CALIF identifiées	— analysent le dispositif centralisé de suivi et de provisionnement des contreparties présentant une situation financière fragilisée.
	Nous sommes amenés à examiner les clients douteux détectés de manière centralisée pour identifier si leur situation financière fragilisée est susceptible d'impacter les comptes de CALIF.

<p>comme douteuses ainsi que le coût du risque porté par l'entité CALIF pour l'exercice 2017 sont nuls cf. Note 3 de l'annexe des comptes annuels. Le montant des engagements de crédit-bail de garantie douteux est de milliers d'euros 16.285 cf. Note 22 de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer à la note 1 de l'annexe des comptes annuels parties « Créances douteuses » et « Engagements hors bilan ».</p>	<p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de contrepartie.</p>
--	--

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. — Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise. — Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations. — En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

— Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :

Désignation des commissaires aux comptes. — Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Anonyme de Crédit à l'Industrie Française - CALIF par votre assemblée générale du 3 juin 2007 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 27 mai 2013 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2017, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la onzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la dix-septième année.

Antérieurement, le cabinet ERNST & YOUNG Audit était commissaire aux comptes depuis le 24 janvier 2001.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

— Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :

Objectif et démarche d'audit. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

— il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

— il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

— il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

— il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit. — Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 15 mai 2018.

*Les Commissaires aux Comptes :*

DELOITTE et ASSOCIES ;

Jean-Marc Mickeler,

ERNST & YOUNG et Autres ;

Micha Missakian.